

Françoise Bertiaux (MR)

«Schyns, Marcourt, Demotte... l'abandon de poste est généralisé»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPS ET MARTIN BUXANT

Françoise Bertiaux, la chef de groupe MR à la Fédération Wallonie-Bruxelles, est inquiète. Le MR pourrait retrouver les commandes de la FWB en 2019. Mais ce prochain gouvernement partira avec 1 à 1,5 milliard d'euros dans la vue avant de commencer, selon elle. *«Ils auront leur tronc commun, on devra gérer cela, en gouvernance, ce sera moins que nul, ils auront démantelé l'inspection pour y placer des cabinets-tards, personne n'aura amorcé la transition numérique et il n'y aura plus un euro à y consacrer.»* La libérale était pourtant optimiste face au Pacte d'excellence. *«Quand tous les acteurs de l'enseignement ont décidé de faire ce pacte, je me suis dit: respect, tout le secteur s'y met, on ne va pas commencer à tirer dessus. Quand est arrivé le fameux avis numéro 3, la base du pacte, on y a adhéré à 85%.»*

Et, résultat?

Ils sont en train de mettre en place le tronc commun à marche forcée. Cette mesure dont nous ne voulions pas. Dont une partie de la base ne veut pas. On a déjà vécu cela avec le Contrat pour l'école de Marie Arena en 2005. On y adhérerait à 95%, et la seule chose qu'ils ont faite, c'est le décret Inscription. On commence à les connaître...

Vous dites, le tronc commun, la base n'en veut pas. Ça dépend qui...

Oui, les pédagogues en chambre adorent, c'est eux qui l'ont inventé. Le PS, c'est son programme, donc il aime. Mais on est en train de mettre en place une toute nouvelle manière d'organiser l'école, les apprentissages des enfants, tout disant *«on s'en fout de ce qu'on met dedans du moment que c'est bouclé avant les élections!»*

On se moque du contenu?

Cela me revient à deux sources. Les gens qui travaillent à la redéfinition des référentiels (les contenus du tronc commun) ont dit qu'il était impossible de travailler convenablement dans les délais demandés. Le chef cabinet de Marie-Martine Schyns leur a répondu: *«Peu importe les contenus, le tout c'est l'agenda politique.»*

Ce tronc commun, il va renforcer les apprentissages de base, c'est bien ça?

C'est ce que le Pacte dit. Mais ils mettent davantage de cours dans la grille horaire, ce qui veut dire moins de minutes pour chaque cours. Expliquez-moi comment on va renforcer le français et le calcul en ayant chaque semaine moins de minutes de cours dans ces matières? On va diluer le latin dans le cours de français. Cela fera moins de français, cela ne fera plus vraiment du latin. Et comment va-t-on organiser cela? Ça ne va ressembler à rien...

Vous dites que le volet gouvernance est dé-

voyé. Pourquoi?

De un, il supposait que pour l'officiel, on sépare le pouvoir régulateur du pouvoir organisateur. On n'est nulle part. Cela se chamaille en intercabinet. De deux, il supposait que les directions aient plus d'autonomie, et fassent les plans de pilotage, à l'image d'un projet d'entreprise. Pour cela, on va engager 240 conseillers pédagogiques qui vont expliquer aux directions leur métier. Qu'est-ce que cela va leur apporter? Je n'en sais rien.

Il fallait aider les directions...

Oui, il fallait une aide, mais de type managériale. Les directeurs sont d'anciens enseignants, on leur demande de faire un plan d'entreprise. C'est donc une vraie expérience managériale qu'il faut leur apporter, avec un helpdesk limité, 40 personnes, mais avec un vrai profil managérial. Mais quand les conseillers pédagogiques sont eux-mêmes des détachés de l'enseignement, je ne suis pas sûre que ce soit comme ça qu'on va réussir ce volet gouvernance...

La Fondation pour l'enseignement a l'air satisfaite pourtant.

Elle ne doit pas gober tout ce qu'on lui dit. J'ai expliqué à Luc Willame, qui préside la Fondation, qu'une note de l'inspection des finances dit que la réduction du redoublement ne rapporterait que 80 millions. Cette note est connue de tous les cabinets. Or les gens de l'administration leur disent que l'effet retour de la suppression du redoublement serait de 240 millions... Alors, c'est mentir ou se tromper? Je ne sais pas, mais la gouvernance sur le mensonge ou sur l'erreur, ce n'est pas de la gouvernance!

Ils ont aussi inventé des DCO, des délégués aux contrats d'objectifs, qui devraient en partie remplacer l'inspection. Leur mission, c'est de surveiller l'accomplissement des plans de pilotage. On a laissé entendre à l'inspection qu'entre 57 et 70 inspecteurs allaient disparaître, mais il n'y en a pas autant qui deviendraient DCO. Certains vont perdre leur emploi. Et pourquoi? Parce qu'ils voudraient garder des postes pour caser des gens des cabinets. Gouvernance au top!

C'est Marie-Martine Schyns la responsable?

Non. Elle ne gouverne même pas, et elle ne s'engage pas. Depuis un an et demi, à chaque question posée au Parlement, elle nous répond: *«Je ne sais pas je vais demander aux acteurs du Pacte.»*

Il n'y a pas de force politique?

Non. C'est le Pacte qui gouverne, la ministre fait office de décoration. Elle nous l'a dit en commission: je suis membre d'un exécutif, et j'exécute. Les acteurs du Pacte décident, et donc elle exécute, sans faire aucun arbitrage. Mais qu'est censé faire un ministre? Dire non, c'est trop, quand des choses sont impayables.

Ce Pacte, il va être impayable?

On n'a pas les moyens de financer tout ce qu'il prévoit. C'est irresponsable. Pour financer le Pacte, il faudra trouver 1,2 milliard sur la période 2019-2024, soit 10% du budget de la Fédération! On devait enlever de cette somme les effets retours, qui ont dégringolé de 300 millions à 80 millions. Ceux qui vont se retrouver au gouvernement en 2019 vont être groggy dès le lendemain. On va engager du personnel, mais quand il faudra faire des économies, ça va être très douloureux.

Mais peut-on faire une réforme d'une telle ampleur sans investir un euro?

Oui, mais il faut faire des choix. C'est ça gouverner. Mais Schyns n'a pas envie de gouverner, pour ne pas prendre de risques. C'est un constat. Et en ne prenant aucun risque, elle fait courir un risque énorme à la FWB. Et cela sert les régionalistes, qui peuvent dire «regardez comment cela dysfonctionne».

Vous faites une fixation sur Schyns...

Non, il ne faut pas croire cela, l'abandon de poste est généralisé à la Communauté française. À côté de la ministre qui ne gouverne pas, on a le ministre qui n'a toujours pas pris ses fonctions, c'est Rudy Demotte.

Comment ça?

Il ministre-préside, mais il a oublié qu'il était en charge des relations internationales et de la Francophonie. Jamais la Belgique n'a été aussi faible au sein de la Francophonie. On est 3^e ou 4^e contributeur derrière la France, le Canada et la Suisse. Par le passé, on y a exercé un poids diplomatique considérable et ce n'est plus du tout le cas. Résultat: c'est la France qui tire son épingle du jeu et en profite à fond dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest. Je reproche à Demotte de ne pas avoir de poids au sein de la Francophonie, il n'a pas fait son boulot. La négociation des équivalences des diplômés avec le Canada est en rade...

Mais Jean-Claude Marcourt revient justement d'une mission au Canada!

Où il ne s'est occupé que des intérêts de l'Université de Liège... Il y a un potentiel énorme au Québec et tout ça reste en plan. Cela m'inquiète terriblement. Nos chercheurs, nos écrivains, nos artistes, la valorisation de notre patrimoine francophone à l'étranger, Demotte n'en a cure... À côté de ça, vous avez aussi le ministre qui n'aime pas son boulot.

Qui est-ce?

Jean-Claude Marcourt: chacun sait que les quelques dossiers francophones fondamentaux qu'il doit gérer restent en plan. Il passe son temps à regretter de ne plus être en poste comme ministre wallon. En attendant, un dossier comme celui de la formation initiale des enseignants ne fonctionne pas du tout et va coûter des centaines de millions d'euros. Cette formation mal structurée devait être revue palier par palier, au lieu de cela on est

venu ajouter une année supplémentaire sans avoir réformé la base, on va donc construire sur du sable. Enfin, à côté d'eux, on a un ministre qui ne sait pas encore qu'il a changé de niveau de pouvoir: André Flahaut.

Pourquoi dites-vous cela?

Parce qu'André Flahaut commente tout ce qui est possible et imaginable sauf sur ce qui est de ses propres compétences. Il parle de la N-VA et du remplacement des F-16 au niveau fédéral, sur l'armée, sur des cours d'arabe dans l'enseignement. Mais on ne sait toujours pas comment les tableaux budgétaires et les trajectoires notamment pour le Pacte d'excellence vont être respectés. Il nous dit: «Ne vous tracassez pas.» Oui, on se tracasse. Oui, on est inquiets pour le financement

d'autant qu'on n'a pas de ressources propres à part ce qui nous vient du Fédéral.

La majorité PS/cdH a avancé des pistes pour réformer le décret Inscription...

Alors, ça, c'est le pompon! Le piège à cons par excellence. Il n'y a pas d'accord entre PS et cdH sur les pistes à suivre pour réformer le décret, c'est le chaos total. Cette année, ça va être pire que tout, on attend plus de 1.700 enfants en plus à inscrire en première secondaire. Vous imaginez: ils vont se retrouver en juin à trois mois des élections communales, avec cette bombe politique sur les bras et des enfants sans école en nombre important. Ça va être la panade complète, alors PS et cdH balancent le dossier au Parlement en disant: débrouillez-vous! Mais c'est complètement

irresponsable.

Mais on pourrait corriger le texte?

Non: on ne peut plus corriger le texte en plein milieu du processus, c'est ouvrir la porte à des recours dans tous les sens. L'unique manière, c'est de le supprimer. Nous, on ne va pas jouer avec ça. Toucher à un critère, toucher à un autre critère, etc., c'est jouer aux apprentis sorciers avec l'avenir de nos enfants. Nous refuserons d'entrer dans le débat de la modification des critères sans même avoir une idée de ce que cela produira. On ment à la population en faisant croire qu'on va modifier ce décret. C'est faux. La vérité, c'est qu'ils sont dans la merde et qu'ils essayent d'éclabousser les autres.

LES PHRASES CLÉS

«Schyns ne gouverne pas. C'est le Pacte qui gouverne, la ministre fait office de décoration.»

«La gouvernance sur le mensonge ou sur l'erreur, ce n'est pas de la gouvernance.»

